

SA CONSOMMATION A ENREGISTRÉ UN PIC À 8 305 MW

L'électricité manque à près de 3 000 foyers

L'électricité manquait encore, hier, à près de trois mille foyers, notamment à l'est et au centre du pays, alors que sa consommation, mercredi soir, avait atteint un record historique de 8 305 MW.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La vague de froid qui traverse le pays depuis plus d'une semaine a fait bondir la consommation d'électricité. Historique en période hivernale, le record de consommation enregistré mercredi 8 février 2012 à 20 heures l'était, selon le Centre national de conduite de l'opérateur système, relevant du Groupe Sonelgaz.

Dans un communiqué diffusé jeudi, l'on indique que la vague de froid a généré une puissance maximale appelée (PMA) de 8 305 mW, en hausse de 7% par rapport à la même période de l'année dernière (7 764 mW).

Cette «évolution très importante» de 541 mW représente «l'équivalent de la puissance d'une centrale comme celle de Berrouaghia (Médéa)». Voire, d'autres records de consommation «peuvent encore être enregistrés dans les prochains jours», relève-t-on au groupe Sonelgaz, où l'on indique qu'«à l'approche de l'hiver, plusieurs mesures ont été prises par les sociétés du groupe pour assurer la sécurité du système électrique et répondre à la demande dans les meilleures conditions de qualité et de sécurité». Ainsi, «les investissements consentis dans

le renforcement du parc de production et des réseaux de transport et de distribution de l'électricité ont permis de satisfaire entièrement cet appel historique en dépit de la forte croissance de la demande», est-il souligné. Or, quelque 954 000 foyers ont été privés d'électricité depuis le début des intempéries, selon le directeur général des activités de distribution et des technologies associées à la Sonelgaz, Omar Tiar, invité jeudi matin de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale. Il restait, dira-t-il, à rétablir le courant électrique dans 8 500 foyers, dans les localités isolées dans les montagnes, notamment au centre et à l'est du pays. Or, les conditions d'accès à certaines localités sont rendues difficiles à cause de la neige et nécessitent la mobilisation de plusieurs équipes et le recours aux moyens de l'armée pour dégager les voies d'accès.

Certes, la situation était pratiquement maîtrisée hier, en particulier à l'ouest et dans les wilayas d'Alger, Boumerdès et Tipasa, où le courant était rétabli. Dans ces trois wilayas, l'on indique au niveau de la Société de distribution d'Alger (SDA), filiale de Sonelgaz, que sur un maximum de

226 000 foyers privés d'électricité, il ne restait jeudi soir que quelques dizaines de foyers (une cinquantaine à Boumerdès et une cinquantaine à Tipasa) encore dans le noir. Toutefois, le courant était rétabli globalement, sauf quelques cas inconnus, dans des conditions de «véritable exploit» et malgré les difficultés énormes d'accès, relève le P-dg de la SDA, M. Boussourdi qui évoque la mobilisation d'importants moyens humains (une centaine d'agents) et d'entreprises (une quarantaine) dans les opérations de dépannage.

A l'ouest du pays, l'on observe également que durant quatre jours (entre le 3 février au soir et le 7 février), 460 674 foyers ont été touchés, notamment dans les wilayas de Aïn-Defla, Tissemsilt, Tiaret et Chlef, dans des régions montagneuses. Néanmoins, le courant a été rétabli dans l'ensemble de ces foyers, indique le P-dg de la Société de distribution de l'ouest (SDO), M. Ghoul, qui relève également la forte mobilisation de moyens humains (405 agents) et d'entreprises (89 sociétés sous-traitantes et 114 équipes). Mais l'absence d'électricité touchait encore hier quelque 3 000 foyers, notamment à l'est et au centre du pays. Ainsi, l'on indique à la Société de distribution de l'est (SDE), que 1 900 foyers restaient encore dans le noir, hier matin,

notamment dans les localités montagneuses de Béjaïa (400), Jijel (950), à Mila (160), Skikda (160) et Sétif (200 foyers). Certes, la situation s'améliore progressivement puisque au départ 157 000 foyers avaient été privés d'électricité. Néanmoins, les difficultés d'accès à cause de la neige, qui atteint plus d'un mètre, perturbent encore le rétablissement de l'alimentation même si la mobilisation des équipes humaines s'accroît, selon le P-dg de la SDE, M. Djouambi. Au centre du pays, où 114 000 foyers ont été affectés durant la période de froid, le courant électrique n'était pas encore rétabli totalement, notamment à Tizi-Ouzou. Dans la ville des Genêts, plus de 2 700 foyers étaient privés

d'énergie, jeudi soir. Néanmoins, la situation commence à s'améliorer d'autant que plus d'un millier de foyers ont été réalimentés durant ce week-end.

Selon le P-dg de la Société de distribution du centre (SDC), M. Redouane, seulement 970 foyers restaient coupés hier vendredi mais ce chiffre était appelé à diminuer, en fin de journée. Et d'autant que les chantiers mis en place dans les zones difficiles d'accès étaient déjà opérationnels. Dans les autres wilayas affectées par les intempéries et qui relèvent de la SDC (Blida, Médéa et Bouira), l'on constate également l'amélioration de la situation.

C. B.

RAPPEL

Quand la température détermine la consommation

La puissance maximale appelée (PMA) est la demande maximale de l'ensemble des consommateurs connectés au réseau, correspondant à ce qui est communément appelé «pointe de consommation». Ainsi, la première contrainte climatique qui a un impact systématique et immédiat sur la demande de l'électricité et sur la gestion du réseau électrique est la température. La consommation d'électricité atteint ses plus hauts niveaux le soir, quand tous les foyers sont rassemblés chez eux et allument simultanément, éclairage, chauffages électriques et autres appareils ménagers (téléviseurs, micro-ordinateurs, lave-linges...). L'électricité ne se stockant pas, les opérateurs de réseau électrique veillent en permanence à l'équilibre entre l'offre et la demande (production-consommation).

IMPORTATION DE MÉDICAMENTS

Ould Abbès appelle les opérateurs à respecter leurs engagements à temps

Encore une fois, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould Abbès, a averti les importateurs et les a appelés à respecter leurs engagements concernant le délai du 16 février comme date limite fixée pour l'importation des médicaments.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le premier responsable du secteur de la santé, qui s'est exprimé ce jeudi en marge de la journée pharmaceutique organisée par le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo), a pointé un doigt accusateur sur «les parties qui provoquent la pénurie et privent les malades de médicaments mettant leur santé en danger».

Le ministre menacera les importateurs qui ne respectent pas les délais pour ce qui est des importations de carrément les rayer de la liste des opérateurs travaillant avec son secteur. Le 15 novembre dernier, la tutelle avait accordé un délai de trois mois aux importateurs pour importer les médicaments programmés.

Par ailleurs, intervenant lors de la rencontre, le docteur Hafed, directeur de la pharmacie au ministère de la Santé, a expliqué qu'il s'agit pour le secteur d'une utilisation efficace des produits pharmaceutiques et d'achats rationnels des médicaments. Il annoncera que 5 684 produits ont été enregistrés en Algérie dont 71% sont des génériques ; 29% des principes et 1 489, soit 26%, sont fabriqués localement. La grosse part revient toutefois aux importations qui sont estimées à 62%.

Le responsable posera le problème de la distribution des médicaments qui est déséquilibrée sur le territoire national. «Il existe 623 établissements agréés dont 67% sont localisés au niveau de seulement quatre wilayas. Les autres régions ne disposent pas d'un réseau de distribution», a indiqué le responsable notant que la facture du médicament représente 94,30% de la facture globale des produits pharmaceutiques.

Cette situation est expliquée, selon le docteur Hafed, par l'augmentation des tarifs des médicaments. Le responsable dira que la facture globale des médicaments a augmenté de 19% avec 5 % d'augmentation de la facture d'importation.

Pour le docteur, une augmentation de 73% de la production locale est un élément positif.

L'intervenant annoncera un projet d'arrêté portant cahier des charges des grossistes répartiteurs. Il évoquera aussi l'arrêté qui a été finalisé et qui fixe les modalités de prescription de l'ordonnance des substances classées comme stupéfiants.

Abordant la question des médicaments périmés, M^{me} Boudjemaâ, représentant le ministère de l'Environnement, tirera la sonnette d'alarme concernant une quantité de 42 000 tonnes périmés non encore traités. Parmi ce chiffre, 15 000 tonnes proviennent des officines, ex-agences du secteur public alors que le reste, soit 27 000, ont été recueillis auprès des officines privées.

Cette situation inquiète les spécialistes d'autant que, tel que le précise M^{me} Boudjemaâ, ces déchets spéciaux nécessitent un traitement spécial. L'intervenante notera, en outre, que quatre sites de stockage de ces déchets existent dans quatre wilayas du pays. Les médicaments à détruire sont notamment

ceux qui sont périmés, ceux qui n'ont pas été autorisés à être commercialisés et les produits déclarés non conformes aux normes de pharmacovigilance. M^{me} Boudjemaâ évoquera la nécessité d'instaurer, à nouveau, une loi qui oblige les laboratoires étrangers à traiter dans

leur pays d'origine les médicaments périmés.

Les fournisseurs étrangers ne sont pas tenus actuellement de passer par cette procédure et ces déchets nocifs doivent être traités localement.

F.-Z. B.

INTEMPÉRIES

40 tonnes de médicaments seront acheminées vers les zones isolées

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé ce jeudi en marge de la Journée pharmaceutique que les populations des zones isolées par la neige bénéficieront de l'envoi de 40 tonnes de médicaments. L'opération qui, selon Djamel Ould Abbès, a été lancée ce jeudi, permettra d'acheminer dans les zones sinistrées des médicaments pour les personnes atteintes de maladies chroniques et aussi de fortifiants pour les sujets vulnérables.

Les premières wilayas ciblées sont Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira et Boumerdès, avant que l'opération ne s'étende à d'autres régions avec la mobilisation des moyens de l'Armée nationale. Les produits seront acheminés à partir de la Pharmacie centrale des hôpitaux, selon le ministre.

F.-Z. B.

REPRISE DES DISCUSSIONS MERCREDI AUTOUR DU STATUT

Les syndicats de l'éducation veulent du concret

Reprise des discussions entre les syndicats du secteur de l'éducation et la tutelle. La réunion prévue mercredi prochain est très attendue par la base. A l'ordre du jour, le dossier controversé du statut. A l'unanimité, les syndicats espèrent que la tutelle fasse de vraies propositions et ne se contente pas de gagner du temps pour sauver l'année scolaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Loin de faire l'unanimité, le dossier du statut particulier revient sur la table des négociations. La mouture présentée par le département de Benbouzid ayant provoqué un véritable tollé chez la famille de l'éducation, la copie devrait donc être revue.

Les syndicats conviés à la rencontre cette fin de semaine espèrent, néanmoins, que la réunion ne soit pas une simple formalité. Ils font face à une grande pression de la base qui s'impatiente et qui voudrait voir ce dossier définitivement réglé. Le Snapest, explique son premier responsable, ira à cette rencontre «avec des attentes». Meziane Meriane explique, en effet, que son syndicat avait remis avant le 20 janvier une liste des propositions qui devaient être examinées par la commission ad hoc chargée de l'élaboration du statut. Des propositions faites après examen de la mouture

présentée par la tutelle et que le Snapest avait rejetée car, explique Meziane Meriane, «nous y avons constaté des bavures dans la gestion de la carrière de l'enseignant. Actuellement, un enseignant commence sa carrière comme tel et la termine au même poste. Rares sont les enseignants qui accèdent aux postes de proviseur ou censeur».

Pour pallier cette situation, son syndicat propose un avancement horizontal qui permette de classer tous les enseignants à la catégorie 14 au lieu de la 13 et de permettre aux enseignants de gagner une catégorie tous les dix ans.

Des propositions que défendra le Snapest qui espère «une rencontre qui ne soit pas formelle ou de routine». Son coordonnateur avertit : «Si c'est pour gagner du temps, on ne se laissera pas faire. Il faut en finir avec ce problème une bonne fois pour toutes.» Même son de

cloche chez l'Unpef. Messaoud Amrioui, son porte-parole, explique que son syndicat avait fait une étude comparative des statuts particuliers des autres secteurs et constaté d'énormes disparités avec ce qui était proposé au personnel de l'éducation. C'est sur la base de cette étude que l'Unpef présentera ses propositions mercredi. Il n'exclut pas une rencontre avec la commission ad hoc et la mise en place d'un plan de travail permettant aux propositions du syndicat d'être prises en compte.

«Nous subissons une grande pression de la part de notre base qui attend avec impatience le règlement de ce dossier. Nous espérons seulement que la tutelle ne tentera pas de gagner du temps.»

Pour sa part, Nouar Larbi, coordonnateur du Cnapest, s'attend également à la mise en place d'une feuille de route et dit espérer que «cette rencontre n'émanera pas de la volonté de la tutelle de gagner du temps» car, dit-il, la pression de la base est énorme. Cette dernière s'impatiente et attend beaucoup de la rencontre de mercredi.

N. I.